

# La douche écossaise

## France et Allemagne face à la crise migratoire

François Talcy\*

» Un quart de siècle après la chute du Mur de Berlin, l'arrivée et l'accueil parfois difficile de centaines de milliers de migrants en Europe bouleversent considérablement les fragiles équilibres obtenus en Europe.

On le savait déjà : l'opinion publique, largement traduite par l'opinion publiée et les sondages, parfois par les élections, n'est pas une valeur sûre. Qui ne se souvient de la liesse populaire qui a accompagné en 1989 l'ouverture des frontières en Tchécoslovaquie, première étape vers les premières brèches du Mur de la honte dans une Allemagne encore divisée ? Qui a oublié le passage d'Est en Ouest de ces petites voitures est-allemandes, les *Trabis*, accueillies avec ferveur par des Berlinoises de l'Ouest, bouteille de mousseux à la main ? Joie et allégresse pour célébrer l'unité d'un pays, mais aigreur et déception dans les jours et les années qui ont suivi, face au défi colossal relevé par le gouver-

nement de Bonn. Même engouement pour la construction européenne, corrigé rapidement ici et là par des remises en cause du bien-fondé de la politique, de la monnaie et de certaines infrastructures communes.

Ces mouvements peuvent se faire dans l'autre sens : la même opinion publique, qui au premier semestre de 2015 en France n'a eu de cesse de s'en prendre à la chancelière allemande et à son ministre des Finances sur le dossier de la crise grecque, voue subitement « *Maman Angela* » aux gémonies. « *L'incroyable Madame Merkel* », titrait en septembre l'hebdomadaire *Le Point*, ajoutant même : « *Si seulement elle était française...* ». Et



### Das neue Gesicht Deutschlands

Nach den Herkulesaufgaben Europäische Einigung und deutsche Vereinigung steht Europa mit der Aufnahme und Integration hunderttausender Flüchtlinge die nächste Bewährungsprobe ins Haus.

Bundeskanzlerin Angela Merkel, die 2015 (neben Finanzminister Wolfgang Schäuble) vor allem in französischen Medien wegen ihrer Griechenland-Politik teils heftig angegangen wurde, mutierte in der Flüchtlingskrise zur Ikone: „*Das neue Gesicht Deutschlands*“, „*Mama Merkel*“, „*Die unglaubliche Frau Merkel*“ und „*Wenn sie doch nur Französin wäre*“ titelte die französische Presse u. a.; *Der Spiegel* bezeichnete sie in Anlehnung an Mutter Theresa gar als „*Mutter Angela*“.

Angesichts der mit der Flüchtlingsfrage verbundenen logistischen und finanziellen Probleme und gesellschaftlichen Herausforderungen stelle sich, so der Autor, nicht zuletzt im Hinblick auf kommende Wahlen die Frage, ob dieses „*Wechselbad der Gefühle*“ anhalte. In den deutsch-französischen Beziehungen jedenfalls sei dies bereits der Fall.

Red.

\* François Talcy est journaliste indépendant.

L'Obs voit dans la « *Génération Angela* » pas moins que « *le nouveau visage de l'Allemagne* ». Même euphorie d'ailleurs en Allemagne, où l'hebdomadaire *Der Spiegel* présente la chancelière en « *Mutter Angela* » (par allusion à Mère Teresa, cette religieuse catholique albanaise de nationalité indienne, décédée en 1997), après lui avoir consacré un éditorial intitulé « *Cœur et raison* », titre comparable aux affichettes de bienvenue brandies aux abords des centres d'accueil (« *Frontières ouvertes – cœurs ouverts* »), comme au lendemain de la réunification.

La comparaison des couvertures de quelques hebdomadaires, aussi bien en France qu'en Allemagne, en dit long sur le revirement des éditorialistes et sur cette « douche écossaise » qui arrose désormais la chancelière. Dans ces conditions, le président français peut encore nourrir quelque espoir pour une réélection en 2017 : l'impopularité, semble-t-il, n'est qu'un mauvais moment à passer. Mais la popularité n'est pas non plus une notion pérenne. On ne comptait plus en 1989/1990 les bagarres dans les centres d'accueils, on prenait peu à peu conscience de l'énerverment des riverains et des administrations locales face à ce flot de citoyens naïfs, qui croyaient avoir trouvé à l'Ouest le paradis si longtemps convoité.

Difficile de comparer avec les années 1990, mais il ne fait pas de doute que l'accumulation en 2015 des incendies criminels contre des foyers de réfugiés a tout lieu d'inquiéter. Surtout lorsqu'un fanatique, couteau à la main, s'en prend le 17 octobre à la candidate de l'élection municipale de Cologne, Henriette Reker, gravement blessée (elle apprendra le lendemain son élection dès le premier tour depuis son lit d'hôpital).

Les solutions apportées au flux de migrants par la chancelière en septembre 2015, sans consultation aucune avec ses partenaires européens, ont rapidement mis en exergue les limites d'une action individuelle – la soudaine générosité de l'Allemagne (qui contrastait du jour au lendemain avec sa politique de rigueur vis-à-vis de la Grèce) aura vite été assombrie par la réalité sur le terrain. D'aucuns estiment en effet, en Allemagne et à l'étranger, que Berlin n'a pas pris la bonne mesure du problème et que la solution, a priori populaire car humaine et généreuse, n'a fait que

mettre en relief les difficultés de son application.

Le quotidien conservateur à grand tirage *Bild* avait lancé dès la fin du mois d'août une campagne nationale de soutien (« *refugees welcome* ») dans son édition du dimanche après un discours fort remarqué du chef de l'Etat, Joachim Gauck, qui avait fait la distinction entre une « *Allemagne des lumières* » et une « *Allemagne des ténèbres* », entre un pays majoritairement accueillant et une minorité xénophobe. « *On va y arriver* », titrait la *Süddeutsche Zeitung*, reprenant une petite phrase clamée par la chancelière, et le *Handelsblatt* estimait qu'« *après l'unité économique et politique, l'Allemagne doit désormais encore parvenir à l'unité de sa société civile* ».

Mais de nombreux problèmes de logistique viennent se greffer à l'ouverture des frontières : les sites prévus pour accueillir les migrants doivent être aménagés en conséquence, ce qui nécessite une étroite coopération entre les *Länder* et les communes pour une meilleure répartition ; toute demande d'asile doit être examinée pour pouvoir renvoyer éventuellement tous ceux qui n'y ont pas droit, ce qui suppose un personnel qualifié en nombre suffisant pour faire face à l'afflux ; l'intégration de ceux qui souhaitent rester durablement en Allemagne, mais qui doivent pouvoir apprendre l'allemand, signer des conventions avec les services de santé et les assurances, et surtout trouver du travail ; sans oublier les rapports sociaux parfois difficiles avec les populations, aussi bien pour des raisons linguistiques que religieuses. Tout cela a un coût que les communes ne sont pas toujours en mesure d'assumer seules, car l'arrivée massive de migrants dépasse toutes les prévisions envisagées au début de l'année. Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, devient dès lors la cible de tous ceux qui critiquent non pas la générosité de la chancelière (qui a quelque peu redoré le blason d'une Allemagne jugée jusqu'ici trop autoritaire et trop dominante en raison de sa puissance économique), mais plutôt la naïveté d'un gouvernement peu habitué à pratiquer l'improvisation.

## Controverses

L'Europe a changé en l'espace de quelques semaines seulement : un quart de siècle après la chute du

Mur de Berlin et l'intégration d'anciens pays du Pacte de Varsovie dans le giron ouest-européen, les frontières redeviennent un sujet de controverse, les accords de Schengen sont mis sur la sellette et les débordements xénophobes viennent égratigner tous les efforts de solidarité, certains n'hésitant plus à regretter publiquement que « *les camps de concentration ne puissent plus être utilisés* ». Face aux incendies criminels de foyers de migrants, provoqués essentiellement dans les nouveaux *Länder* (mais pas seulement dans ces régions), le débat médiatique, et par conséquent celui de l'opinion publique via Internet, donne l'impression qu'il y a à nouveau deux Allemagne en présence, l'une (à l'Ouest), plus riche, ouverte au monde et qui serait en mesure d'accueillir des centaines de milliers de personnes, alors que l'autre (à l'Est), davantage plus concernée par le chômage, serait fermée à l'arrivée des migrants et aurait peur de voir les (rares) emplois attribués à des étrangers – deux allégations qu'il convient de relativiser. Mais un chiffre traduit cette hantise : 4 millions d'Allemands de l'Est ont quitté leur région depuis 1990, ceux qui

Angela Merkel a bien tenté de rectifier le tir avant même les débordements inacceptables accumulés au fil des jours, au cours desquels les amalgames des populistes ont eu la vedette et ont sérieusement terni l'image de cette Allemagne, qualifiée de si généreuse dans un premier temps. Pas question de s'excuser pour avoir montré un visage souriant, a déclaré la chancelière avec passion, ajoutant que si on devait en arriver là, « *ce ne serait plus mon pays* ». Propos différemment interprétés comme une menace de démission, comme une remarque cinglante face aux critiques de son allié bavarois, la CSU ou comme une réponse tout aussi virulente aux agissements de la Hongrie. « *Nous allons y arriver* », martèle la chancelière à l'adresse des sceptiques, comme si elle voulait conjurer le sort et donner tort aux adeptes de toutes peurs (« *german Angst* ») qui voient déjà le pays sombrer dans un chaos indescriptible. Et de fait, il ne se passe plus de jour sans que les prévisions de toute nature ne viennent alimenter le débat sur l'avenir de l'Allemagne, de son budget ou de ses rapports de force.



restent sont en général plus âgés (mais pas encore retraités), ils n'ont pas de formation particulière et surtout pas de travail, ni de perspective. Les populistes, notamment les formations d'extrême-droite, trouvent ici leur thème de prédilection. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir ceux qui ont réussi à faire tomber les frontières en 1989 (un mur de béton, d'armes automatiques et de barbelés, tout de même) demandent aujourd'hui que soient fermées les portes du pays, rejoints par le président du syndicat de la police, qui propose sans tergiverser « *la construction d'une clôture aux frontières de l'Allemagne* » – propos bien vite rejetés par la classe politique.

La relation franco-allemande souffre elle aussi de cette situation nouvelle. D'abord, la France, contrairement à l'Allemagne (ou à la Grande-Bretagne ou aux pays scandinaves), semble ne pas vraiment attirer les migrants. Le nombre de demandeurs d'asile accueillis en 2014 sur le sol français était de 65 000, les prévisions pour 2015 évoquent des chiffres similaires – en Allemagne, ce sont plus de 800 000, peut-être un million de personnes, qui seront arrivées d'ici la fin de 2015. François Hollande, confronté à des élections régionales en décembre qui pourraient se solder par une défaite de la Gauche annoncée dans les sondages depuis des mois face à une poussée du Front

National, a bien tenté de jouer la carte Merkel de la générosité en proposant de « *soulager* » l'Allemagne dans cette épreuve. Et de fait, l'Office de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) et celui de l'immigration et de l'intégration (Ofii) se sont rapidement rendus à Munich pour inciter des ressortissants syriens, irakiens ou érythréens à se rendre en France pour y demander le statut de réfugiés. En deux semaines, 600 personnes (seulement) ont accepté de quitter l'Allemagne. D'une certaine manière, ce chiffre relativise le spectre de « *l'invasion migratoire* » présenté par le Front National. Mais il démontre aussi les différences de gestion du dossier dans les deux pays : à l'heure des communications par Internet et sur les réseaux sociaux, les migrants savent fort bien que le statut de réfugié est moins bien doté en France qu'en Allemagne et que les perspectives économiques sont plus favorables dans le contexte allemand que dans le contexte français. Par ailleurs, bon nombre de migrants, surtout parmi les universitaires, ont déjà de la famille en Allemagne et les terrains insalubres squattés par des Roms ou des Bulgares dans les banlieues françaises n'incitent guère au déplacement volontaire vers un pays qui tente de se dédouaner par des sous-entendus discrets (mais suffisamment forts pour être entendus), selon lesquels l'Allemagne ne ferait preuve de générosité que pour compenser son déficit démographique et embaucher de la main-d'œuvre bon marché pour maintenir son économie à un haut niveau – une analyse déjà formulée avec vigueur et exagération par Jean-Luc Mélenchon dans son dernier pamphlet (*Le hareng de Bismarck*) pour expliquer, à son avis, le succès économique allemand par la réunification du pays.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Paris a réagi avec une certaine irritation à la décision d'Angela Merkel d'accueillir subitement autant de migrants, contraignant indirectement les partenaires européens à en faire de même. Le mot *Diktat* a refait surface dans le vocabulaire politique des éditorialistes français, Berlin a été même soupçonné de vouloir « *humilier* » la France et d'apporter de l'eau au moulin des populistes et souverainistes par ses décisions unilatérales face à une Europe déjà en mal de coordination. A peine le président français avait-il finalement (tardive-

ment ?) décidé d'accorder un soutien de 1 000 euros par migrant aux communes qui accueilleraient des migrants, que la chancelière annonçait, unilatéralement et sans prévenir ses partenaires, qu'elle fermait provisoirement ses frontières. François Hollande, dont on aura remarqué que bon nombre de ses déplacements depuis son élection en 2012 avaient eu lieu sous la pluie, n'aurait guère apprécié cette nouvelle douche écossaise en provenance d'Allemagne. Mais c'est le lot de cette relation franco-allemande qui parvient sans cesse à surmonter les défis et les interrogations en présentant des réponses – le tout étant pour chacun de ne pas perdre la face.

La chancelière a droit elle aussi à sa douche écossaise – pour l'instant le désamour se traduit dans les sondages, mais des élections régionales importantes sont au programme de l'année 2016 : d'aucuns avaient espéré (vainement) un Prix Nobel de la Paix qui aurait été décerné à Angela Merkel pour honorer sa politique, mais les voix de plus en plus critiques ne cessent de se faire entendre, au sein même de la démocratie-chrétienne, qui s'inquiète de voir la cote de popularité de sa présidente chuter inexorablement. C'est l'allié bavarois, la CSU, qui en la personne de son président Horst Seehofer a déclenché la polémique en déclarant que le premier ministre hongrois, Victor Orban, invité par la CSU, « *méritait un soutien et non des critiques pour avoir tenté de rétablir le droit en Europe* ». Une invitation et une petite phrase interprétées comme une provocation et qui met fin à une phase d'euphorie populaire, remplacée par un scepticisme général et une grogne dans l'entourage immédiat d'Angela Merkel face à ce que Horst Seehofer n'a pas hésité à qualifier publiquement de « *capitulation de l'Etat* » – ce qui lui a permis au passage de gagner des points dans les sondages. Un reproche est formulé à l'adresse de la chancelière : elle n'aurait pas de vision stratégique pour les problèmes planétaires – tout le contraire des éloges formulés sur son habileté à s'imposer face à ses adversaires en politique intérieure. Une douche écossaise en quelque sorte, qui dans l'optique des prochaines élections de 2017 échauffe les esprits et refroidit les enthousiasmes...

(Voir également la chronologie des événements dans ce numéro.)